

CLE INFORMATION

POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO IMPOSÉ À L'IRAK

L'embargo tue, le silence aussi... L'embargo tue, le silence aussi... L'embargo tue, le

LE JOURNAL DE LA COORDINATION POUR LA LEVÉE DE L'EMBARGO IMPOSÉ À L'IRAK ● MIENSUEL ● N°5 ● NOV.-DEC. 1992 ● 10 F

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL AURA VÉCU DEUX ANS

Dès 1989 la guerre et le blocus contre l'Irak étaient programmés par Mr Bush. C'était le socle de granit sur lequel devait s'édifier un nouvel ordre pétri de terreur militaire, de domestication des Nations Unis, de satellisation des 29 coalisés, de maîtrise mondiale des ressources pétrolières et de racket planétaire par le dollar roi. C'était "la fin de l'histoire".

Sécession des pays Baltes, déferlement des nationalismes et des intégrismes religieux tous contre tous, catholiques contre orthodoxes, intégration de l'Europe centrale à la mystique du marché, destruction de l'Union soviétique, coup d'arrêt au développement de la nation arabe : tout marchait à merveille pour Mr Bush.

Deux ans plus tard qu'en reste-t-il ?

Le triomphateur d'hier, congédié par l'électorat américain, pleure à chaudes larmes. *Sic transit gloria mundi ...* Et ses fidèles supporters, Mr Major à Londres, Mr Mitterrand à Paris, le baron Landbergis à Vilno, Mr Elsiné à Moscou, n'ont plus la cote.

Du grandiose édifice, il ne reste que le socle : l'embargo imposé à l'Irak. L'embargo qui, chaque heure, tue six jeunes enfants* et qui porte atteinte au potentiel intellectuel de centaine de milliers d'autres.

Stop, basta, halt, ça suffit comme ci ! Le chacal est dans le trou, relevez la tête que diable ! rendez aux français leur honneur dérobé ! arrêtez l'infanticide ! levez l'embargo. Maintenant. Now !

* Voir encadré page 7.

Sommaire :

- ✓ Brèves, p. 2-3
- ✓ Lettre au président de la République et la réponse, p. 4-5
- ✓ Vers une coordination internationale, p. 6
- ✓ Campagne de soutien, p. 6
- ✓ Artistes contre l'embargo, p. 6
- ✓ Courage et dignité, p. 7
- ✓ L'embargo tue les enfants, p. 7
- ✓ 50 organisations contre l'embargo, p. 8
- ✓ Abonnements, p. 8
- ✓ Bibliographie, p. 8

INTERPELLATION

DES NATIONS UNIES ET DU GOUVERNEMENT

CAMPAGNE INTERNATIONALE

A l'occasion du 29 novembre, date du 2^e anniversaire de l'ultimatum de l'ONU donnant carte blanche à Mr Bush pour manoeuvrer à sa guise et écraser l'Irak sous les bombes, nous exigeons du conseil de sécurité et des gouvernements responsables qu'ils mettent fin à ce crime contre l'humanité, qu'ils lèvent immédiatement les sanctions et qu'un plan d'urgence, de réparation et d'aide au peuple irakien, soit mis en application.

Nous appelons toutes les forces de paix dans le monde à soutenir la présente injonction par des sit-in, manifestations et toutes autres formes d'actions pacifiques, et par l'organisation d'une campagne qui se poursuivra sans interruption pour culminer, si les sanctions ne sont pas levées, par une journée mondiale d'action contre l'embargo le 17 janvier 1993, second anniversaire de la guerre. Cette date devra être marquée dans chaque pays par des manifestations s'adressant au gouvernement et aux ambassades des membres du conseil de sécurité et, internationalement, par des démonstrations à Genève, à Paris et à New York.

La date du 17 janvier doit rester en mémoire comme témoin du martyre du peuple irakien, afin qu'un tel crime ne produise plus en notre nom.

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN

Avec plusieurs temps de retard, nos médias découvrent le déclin américain. Ils le commentent avec la même façon qu'ils célébraient naguère la superpuissance championne de la démocratie, le rempart étincelant du Droit international face aux forces du mal, le guide éclairé de l'ordre mondial.

Comme feu le président Ford, nos journalistes semblent incapables d'avoir plus d'une idée à la fois. Sinon ils auraient pu comprendre, dès l'été 1990, que la guerre du golfe était un choix stratégique dicté par le déclin. La bande à Bush choisissait l'offensive tous azimuts : exhiber son arsenal de mort, domestiquer l'ONU, pérenniser l'hégémonie artificielle du dollar pour faire payer aux autres les coûts de l'effondrement de son industrie et son endettement démentiel (4 000 milliards de dollars), s'assurer le monopole mondial du pétrole pour tenir à la gorge ses dangereux concurrents (Europe et Japon), terroriser le monde avant qu'il soit trop tard. C'est le réflexe habituel des empires aux abois.

DECLIN (suite)

De 1980 à 1990, l'accroissement de productivité a été deux fois plus élevée en Europe qu'aux Etats Unis où l'investissement a baissé de 33 % !

TENIR SON RANG

Pour justifier son ralliement à la logique de guerre François Mitterrand nous disait que la France devait tenir son rang. Pari perdu car jamais, depuis la Libération, la diplomatie française n'avait connu pareil abaissement. Dès son élection au secrétariat des Nations Unies, l'Egyptien Boutros-Ghali, poulain de Mr Bush fortement soutenu par l'Elysée, s'empresse de chasser les représentants de la France de tous les postes-clés qu'ils occupaient : le secrétaire aux affaires économiques, la responsable du service des conférences, le sous-secrétaire aux affaires humanitaires, le porte parole du

Secrétaire général (remplacé par un Américain). Tous vidés ! Pour faire bonne mesure l'écrivain français qui rédigeait les discours de Boutros-Ghali est en passe d'être démissionné.

Pour garder son rang notre ministre des affaires étrangères va-t-il devoir négocier un poste d'huissier à chaîne ?

LE SECRET DE Mr. B-G

Le soutien français à la candidature Boutros-Ghali au Secrétariat de l'ONU témoigne d'une belle candeur. Cet Egyptien copte a fait toute sa carrière dans l'ombre de Sadate par qui coulaient les flots de dollars qui permirent d'organiser des réseaux pro-américains clandestins contre le régime progressiste de Nasser.

G.A.T.T.eries

Après le référendum sur Maastricht, Mr. Bush se déclarait favorable à « une intégration européenne qui ouvre les marchés ». Les agriculteurs français ont reçu le message 5 sur 5.

CHARS AMERICAINS POUR JABER

L'émir Jaber a préféré le char américain Abrams M-1A2 à l'anglais Challenger et au français Leclerc. Le marché représente plus de 9 milliards de francs, mais l'émir n'aura rien à déboursier : c'est un cadeau de M. Bush nous disent les agences de presse. Rien d'étonnant. Le compte-joint est une pratique courante dans les couples unis. Ce qui est à moi est à toi.

LA MORT DE HASSAN ASSAD IBIDAD, PALESTINIEN, GREVISTE DE LA FAIM

Début octobre trois mille Palestiniens prisonniers de l'Etat d'Israël entamaient la grève de la faim pour protester contre les mauvais traitements, l'isolement cellulaire et les tortures dont ils sont victimes. Hassan Assad IBIDAD est mort dans sa cellule le 14 octobre 1992, au quinzième jour de grève. Il avait vingt-six ans.

Le gouvernement travailliste de M. Rabin ne semble pas vouloir changer quoi que ce soit au dispositif oppressif établi par le gouvernement du terroriste Shamir. On attend la protestation de l'Internationale socialiste et de son nouveau président Pierre Mauroy...

JABER SACRÉ GRAND DEMOCRATE

On vous l'avait bien dit : la guerre du Golfe était une croisade pour la démocratie. La preuve est là, « *le peuple Koweïtien jouit de la liberté* ». C'est ce que déclarait la Maison blanche le 7 octobre, au lendemain des élections qui ont permis à 11 % des citoyens du Koweït d'élire des députés. Seuls peuvent voter les citoyens mâles de 1ère catégorie. Sont exclus 89 % des citoyens Koweïtiens et 100 % des femmes. Plus d'un million de travailleurs (d'origine égyptienne, palestinienne etc) ne disposent, eux, d'aucun droit civique.

Comme celui qui l'a précédé, le nouveau Parlement du Koweït risque à tout moment d'être dissout par décret de l'émir et il ne peut ni légiférer ni, bien sûr, voter le budget. Pour la raison que le budget d'Etat et les caisses de la famille Al'Sabah c'est du pareil au même.

LE PEUPLE IRAKIEN AGONISE

Dans la même déclaration la Maison blanche avoue son crime : l'eden koweïtien fait un « *contraste saisissant avec L'AGONIE QUE LE PEUPLE IRAKIEN CONTINUE D'ENDURER de la part...* » De la part de quoi ? de l'embargo évidemment, ce génocide perpétré par le criminel de guerre George Bush et par ses complices ! Que nenni poursuit la Maison blanche, c'est ... « *de la part de Saddam Hussein* » ! Voilà un pur chef d'oeuvre de Communication. Et pourtant Bush a pris le bouillon. C'est à ne plus rien comprendre !!!

brèves

brèves

TROISIEME MONDIALE ?

« Je hasarde un pronostic : ou bien l'Europe... sera une colonie américaine, ou bien, tôt ou tard, les USA étant acculés comme le Japon en 1941, il y aura la guerre. Il ne restera que les prétextes nobles à trouver... Qu'on le veuille ou non, l'Europe est une menace pour l'Amérique yankee »

Ces lignes, que notre diplomatie devrait méditer, sont parues dans *Charlie Hebdo* sous la signature de Cavanna.

ORDRE MONDIAL

« Les opposants irakiens... sont parfois bavards, en privé. Certains d'entre eux affirment que leur interlocuteurs américains ont déjà présenté leurs revendications en cas de chute de Saddam Hussein... si vous participez au nouveau pouvoir, nous souhaitons que les compagnies pétrolières anglaises et françaises n'obtiennent aucun contrat en Irak et que les nôtre soient favorisées. »

De qui est cette révélation sur le nouvel ordre mondial ? Du *Canard Enchaîné* (02/09/92), qui conclut : « Information transmise à Elf et à Total »

L'OPPOSITION IRAKIENNE DIVISÉE

M. Adib AL'DJADER, que le Conseil national irakien (opposition) pressantait pour le poste de Président de la République, a rejeté la proposition en déclarant que ledit Conseil national, qu'il soutenait jusqu'à une date récente, se révélait trop étroitement lié à l'Administration américaine.

SAISIE DES AVOIRS IRAKIENS

La décision du Conseil de Sécurité de saisir les avoirs irakiens pour financer un éventuel gouvernement en exil agréé par les Américains est si parfaitement illégale qu'elle a dû être camouflée en « prêt » du gouvernement irakien à l'ONU !!

Quel que soit l'habillage, l'objectif est d'empêcher Bagdad d'acheter les aliments et les médicaments susceptibles d'atténuer les souffrances du peuple irakien (son *AGONIE*, dit avec délectation le sinistre Mr. Bush)...

ABERRATION

« Quand quarante millions de personnes (en Ethiopie, Somalie, Mozambique etc...) sont menacées de mourir de faim faute d'une aide humanitaire suffisante n'est-ce pas une aberration de détourner cette aide pour la dispenser dans un pays. L'Irak, que l'on prive de son droit le plus élémentaire de vendre son pétrole pour sauver lui-même tous ses citoyens de la famine, de la misère et des épidémies » Communiqué de Citoyennes pour la Paix, c/o Andrée Michel 6, ave Jean Moulin, 93100 Montreuil.

IRAKGATE

Le scandale de l'Irakgate a eu peu d'écho dans l'opinion américaine, les Démocrates et leur candidat se refusant à condamner la guerre du Golfe et à dénoncer la provocation préparée de longue date par la bande à Bush pour détruire l'Irak. Dès lors la révélation que Bush avait « cajolé » Bagdad et subventionné secrètement jusqu'au 2 août 1990 ses achats de matériel militaire était perçue comme une bonne affaire, amnistiée par la victoire militaire obtenue sans pertes de vies américaines.

Nos lecteurs, eux, savaient déjà¹ comment Bush s'est employé à pousser Saddam Hussein à répliquer aux provocations de l'émir du Koweït, lui-même téléguidé par le directeur de la CIA, puis à lui prodiguer, à chaque étape, les assurances que la guerre n'aurait pas lieu.

Ce scénario de flic provocateur était programmée dès 1989. La fourniture d'armes en faisait partie, comme la mission April Glaspie, comme les garanties secrètes transmises par la France pour obtenir la libération des quelque 2000 otages américains, comme le piège des « pourparlers de la dernière chance » Baker - Tarek Aziz, comme le torpillage du plan de paix Gorbatchev-Primakov etc.

1. Voir *CLE information* n° 3-4. Voir également le Livre de P. SALINGER & E. LAURENT, « *Guerre du Golfe, le dossier secret* ».

Message à Bill Clinton

“Levez l'embargo”

La Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak (CLE), qui est soutenue par 54 organisations démocratiques françaises, se félicite de l'éviction des fondés de pouvoir du complexe militaro-industriel et de l'arrivée de la génération, soucieuse de justice sociale et des droits des peuples, qui a su s'élever contre la guerre au Viet Nam.

Votre élection nous fait espérer qu'il sera, très vite, mis un terme au massacre des enfants irakiens, victimes de la malnutrition et de l'absence de médicaments et au chômage imposé à tout un peuple qui ne peut être tenu pour responsable de la guerre du Golfe.

Nous vous demandons, M. le Président, de lever l'embargo et les sanctions imposés à l'Irak afin que son peuple, dans toutes ses composantes ethniques et religieuses, puisse vivre

Subhi Toma

Président de la coordination
le 4 novembre 1992

SIX HEURES DE SOLIDARITE ET D'INFORMATION POUR LE PEUPLE IRAKIEN

Chaque heure six enfants irakiens de moins de cinq ans meurent victimes de l'embargo meurtrier du Conseil de Sécurité

La Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak vous invite le

SAMEDI 21 NOVEMBRE 1992
à partir de 18 heures
à la maison de Maroc
1, boulevard Jourdan, 75014 Paris

- ★ exposition de photographies et de peintures
- ★ chants et musique
- ★ plats orientaux et thé
- ★ table de presse

Entrée : 40 F

Cette soirée sera l'occasion de vous informer sur les manifestations concertées qui se préparent en France, en Europe, au Maghreb et aux Etats-Unis pour l'anniversaire de l'ultimatum du Conseil de Sécurité (29 novembre) et pour celui du début de l'offensive aérienne américaine (17 janvier).

CLE 14, rue de Nanteuil 75015 Paris - Fax 43 21 60 05
Tél: 48 98 42 84

Paris, 18 juillet 1992

Monsieur le Président de la République,

Le 14 janvier 1992, plusieurs personnalités vous ont demandé audience afin de vous remettre la première liste des signataires d'un Appel lancé le 26 juillet 1991 pour la levée de l'embargo imposé au peuple irakien, appel qui a, depuis, recueilli près de trois mille signatures.

A deux semaines de la réunion du Comité de sanctions auprès des Nations Unies qui va réexaminer le maintien de l'embargo imposé à l'Irak, nous renouvelons notre demande d'audience pour une délégation de personnalités chargée de vous remettre l'Appel et de vous entretenir précisément de la situation tragique qu'endurent les populations civiles sous un blocus de fait qui les condamne au chômage technique, à la misère et à la détresse sanitaire. Nous souhaitons que vous nous accordiez cette audience entre le 22 et le 31 juillet prochain.

Dans l'attente d'une réponse...

Lettre signée par : Subhi Toma, président de la Coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak, Antoine Comte, avocat ; Jacques Gaillot, évêque d'Evreux ; le regretté Félix Guattari, philosophe et écrivain ; Andrée Michel, sociologue CNRS (Citoyennes pour la Paix) ; Christian Piquet, journaliste, (L.C.R) ; Antoine Waechter (Les Verts) ; Roland Wlos (Comité de défense des libertés et des droits de l'Homme en France et dans le monde).

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

Paris, le 20 août 92

LE CHARGE DE MISSION
auprès du Ministre d'Etat

Monsieur,

Au nom des personnalités signataires de l'appel du 26 juillet 1991, vous avez souhaité faire part au Président de la République des préoccupations que vous inspire la poursuite de l'embargo appliqué à l'Irak à la suite de résolutions du Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Comme vous le savez, le Conseil de Sécurité lors de consultations tenues le 27 juillet vient de reconduire ce dispositif en constatant les défaillances de l'Irak dans l'exécution des obligations internationales qui lui incombent.

La France est sensible à la situation du peuple irakien, soumis aux actes d'oppression d'un régime qui par son entêtement à contester la légalité internationale, prolonge inutilement ses souffrances.

Comme elle l'a toujours fait, elle ne ménagera pas ses efforts pour que l'effort humanitaire en faveur de ces populations se poursuive et, si nécessaire, se renforce.

Dans le même temps, par son attitude de vigilance et de fermeté, elle s'assurera du respect par l'Irak du droit, seul à même de permettre le retour de la stabilité et du bien-être dans ce pays.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

CLE Information - mensuel

Directeur de publication : Subhi Toma - Rédacteur en chef :
Marcel Bleibtreu - Correspondance : CLE, 14, rue de Nanteuil,
75015 Paris - Composition et impression : Rotographie,
Montreuil : 48 59 00 31
Commission paritaire n°73733

LA DEROB

Le 18 juillet dernier, la Coordination demandait au Président de la République de recevoir une délégation de neuf personnalités à l'occasion du premier anniversaire de l'Appel du 26 juillet. L'objet de l'audience était clair : lui remettre en mains propres l'Appel et les milliers de signatures recueillies en un an ; l'entretenir concrètement des souffrances endurées par les populations civiles irakiennes, notamment par les enfants, victimes privilégiées de la malnutrition, de l'absence de médicaments et de la paralysie du système de santé.

Une première demande de rendez-vous déposée le 14 janvier 1991 était restée sans réponse de l'Elysée, ce dont nous nous étions abstenus de faire état publiquement. Aujourd'hui le blocus se poursuit depuis plus de deux ans avec la plus impitoyable rigueur, mettant tout un peuple au chômage et tuant chaque jour plus de cent enfants, sept fois plus qu'en 1989.

La réponse à notre courrier du 18 juillet n'émane ni du Président de la République, ni d'un membre de son Cabinet, ni d'un quelconque conseiller de l'Elysée mais d'un fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères. Ce procédé désinvolte est contraire aux usages de courtoisie auxquels l'Elysée dit attacher le plus grand prix. Les joueurs de cartes appellent ça la défausse (de dé privatif et de *faux*). N'ayant pas lieu de penser que le Président Mitterrand ait renoncé à son domaine réservé, nous devons constater qu'il a choisi de se défausser, ce qui pourrait traduire un certain embarras face au dossier honteux de la guerre du Golfe.

Ecrite sous la responsabilité de Roland Dumas, la réponse est un chef-d'oeuvre de tartufferie, de dissimulation, de désinvolture et de bassesse. Nous la publions ci-joint afin que chacun puisse en juger. Que dit-elle ?

1. C'est pas nous... nous ne sommes pas responsables de « ce dispositif » mis en place par le Conseil de Sécurité de l'ONU. Mensonge : la France est complice, activement complice, du blocus-embargo !

2. « *Ce dispositif* » est maintenu pour le bien du peuple irakien... nous sommes « *sensibles à sa situation* » et nous voulons permettre le « *retour de son bien-être* ». Hypocrisie !

3. Tout vient d'un régime qui s'entête à contester la légalité internationale. Cette dernière assertion introduit deux innovations dans le droit international : le crime d'entêtement et le crime de contestation, l'un et l'autre punissables de privation de nourriture par blocus.

L'avis s'adresse-t-il à tous les régimes qui s'entêtent à contester les résolutions de l'ONU ou sont coupables de « *défaillance dans l'exécution des obligations internationales qui leur incombent* » ? Dans ce cas, les occupants de la Cisjordanie et de Gaza, ceux de la Grenade et du Panama, le sinistre Türgüt Ozal, bourreau des Kurdes n'ont qu'à bien se tenir. Foi de Dumas Roland ! Nous les punirons, le blocus sur les aliments et les médicaments tuera leurs pauvres, leurs faibles et leurs enfants.

Serviteur du droit, M. Dumas n'est pas pour autant dénué de bons sentiments ; il « *ne ménagera pas ses efforts pour que l'effort humanitaire en faveur des populations (irakiennes) se poursuive et, si nécessaire, se renforce* ». Paroles prophétiques car, deux mois après leur énoncé par notre tendre ministre, M. Bush prenait possession, pour raison « *humanitaire* », de l'espace aérien de l'Irak au sud du 32e parallèle. En clair, l'humanitaire doit servir, au Sud comme au Nord, à démanteler l'Irak.

Par chance, la nouvelle provocation humanitaire de Mr Bush aura fait long feu, le pouvoir irakien ayant su ne pas tomber dans le piège que la presse new-yorkaise avait, heureusement, dénoncé à l'avance. Mais rien n'est joué : comme le sabre de M. Prud'homme, l'arme humanitaire brandie par Dumas est à double tranchant : défendre les droits des peuples et, si nécessaire, les combattre.

A la lecture de cet échantillon de langue de bois, on comprend mieux pourquoi l'Elysée a choisi la dérobade. Moins on parle de l'embargo-blocus, mieux cela vaut.

Pour notre part, nous nous permettrons de penser qu'après la déroute de ses

lieutenants aux élections régionales et la vague des « non de gauche » à Maastricht, le Président de la République serait bien inspiré de chercher un ministre des affaires étrangères moins platement atlantiste.

P.S. : Roland Wlos, Antoine Comte, Christian Piquet nous ont adressé leurs commentaires à la « réponse » de M. Dumas. Nous les publions ci-dessous.

Commentaires

Christian PIQUET (LCR)

Nous ne serons donc pas reçus à l'Elysée. Ni d'ailleurs par l'éminent porte-parole du Quai d'Orsay qui daigne répondre à notre demande d'entrevue. Sans doute les « Importants » qui peuplent les allées du pouvoir estiment-ils n'avoir pas de comptes à rendre à l'opinion. Ou de ne pouvoir en rendre...

De la cruelle guerre-éclair menée voilà un an et demi, ils avaient dit que sortiraient la démocratie, la paix et la justice. De belles promesses qui se résument aujourd'hui à un triste constat : des dictateurs toujours aussi prospères qu'insolents ; des enfants irakiens victimes par milliers de cette guerre insidieuse baptisée embargo ; des Kurdes toujours sous la menace militaire des Etats qui se partagent leur nation.

Plutôt que de devoir répondre à nos questions, les représentants de l'Elysée ont refusé le rendez-vous. Il leur est évidemment plus aisé d'organiser des opérations humanitaires à grand spectacle lorsqu'ils n'apparaissent pas directement responsables du martyre des populations.

Roland WLOS (PCF)

Le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme estime que la réponse faite par le ministre des Affaires étrangères ne répond nullement à l'objet qui motivait la demande d'audience à M. le Président de la République.

En effet, il est impossible d'ignorer que le maintien de l'embargo sur l'Irak a des conséquences dramatiques pour les enfants, les personnes âgées, la santé publique ainsi que sur la malnutrition à laquelle est soumis le peuple irakien.

En justifiant aujourd'hui l'embargo par les actes d'oppression d'un régime dont il est fait état dans la réponse du ministère des Affaires étrangères, notre pays s'aligne derrière les intérêts américains et contribue, dans les faits, à aggraver les souffrances de ce peuple, alors que les milieux dirigeants irakiens qui, eux, sont épargnés des conséquences désastreuses de l'embargo utilisent les restrictions et la pénurie généralisée pour imposer la domination de leur régime sur le peuple irakien dans toutes ses composantes et persécuter les démocrates et tous ceux qui agissent pour les droits de l'homme et la liberté.

Antoine COMTE, avocat

Un représentant du Ministère des Affaires Etrangères vient nous dire que la diplomatie française en Irak tient de la politique de la canonnière. Il ajoute encore que l'embargo est au fond la continuation de la guerre par d'autres moyens, en l'espèce ceux qui consistent à affamer le peuple irakien. Finalement on ne peut que remercier ce fonctionnaire pour sa franchise... et souhaiter que les peuples du monde ne nous jugent pas d'après nos gouvernants !



Message au séminaire international tenu à Naples les 3 et 4 octobre 1992

Prenant connaissance de la tenue de votre séminaire Dopo la guerra, il diritto alla vita dei popoli, la coordination pour la levée de l'embargo imposé à l'Irak (CLE) vous adresse ses vœux fervents de succès.

Depuis deux ans bientôt notre Coordination poursuit le même combat. Elle a collecté des milliers de signatures de personnalités, d'intellectuels et de travailleurs contre l'embargo. Elle a pris l'initiative de manifestations publiques, marches de protestations, rassemblements, colloques et forums. Elle a multiplié les interventions auprès des élus français et européens, auprès du parlement de Strasbourg, auprès des Nations Unis et auprès du président de la République. Elle a sans cesse œuvré à coordonner dans un front unitaire les volontés dispersées et permis à plus de cinquantes organisations, associations et syndicats de travailler ensemble. Elle prépare un séminaire sur le thème « ingérence et stratégie mondiale », qui se tiendra à Paris au mois de janvier prochain. Elle édite un bulletin mensuel, CLE Information, dont nous vous faisons parvenir des spécimens. Comme vous, nous pensons qu'il n'est pas aujourd'hui tâche plus impérieuse que :

La lutte contre le silence et la désinformation entretenus dans les

Vers une coordination internationale

Un colloque contre l'embargo et pour le droit à la vie du peuple irakien s'est tenu à Naples les 3 et 4 octobre derniers avec la participation de Ramsay Clark président de la commission internationale d'enquête sur les crimes de guerre¹

Informés tardivement, notre association a pu cependant adresser le message que nous publions ci-contre.

Au terme de ses travaux, le colloque s'est prononcé pour la création d'une « commission internationale ». Objectif : « ouvrir une brèche dans le mur de censure dressé autour de l'embargo ». Elle propose que le 29 novembre, date anniversaire de l'ultimatum du conseil de sécurité soit une journée internationale inaugurant une période de mobilisation qui devrait culminer le 17 janvier, (début de la guerre) par des manifestations au siège des

médias,

Le combat contre le blocus-embargo qui affame tout un peuple, ruine sa santé et provoque une mortalité rapidement croissante chez les enfants de moins de 5 ans,

La dénonciation de l'ingérence des grandes puissances qui préparent le démembrement et la recolonisation de l'Irak.

Nations Unis à New York. Un secrétariat provisoire a été désigné et il est demandé à notre coordination CLE de prendre en charge l'édition du futur journal international

En conférant une dimension supplémentaire au combat mené en France depuis juin 1991, les journées de Naples apportent aux organisations françaises un encouragement à poursuivre leur combat unitaire.

Considérant le rôle du gouvernement français dans la réalisation du scénario préparé par l'administration Bush, et sa participation active aux opérations militaires, au blocus-embargo et aux tentatives de dépecer l'Irak sous couvert d'ingérence « humanitaire », nous suggérons à nos partenaires internationaux de centrer la journée du 17 janvier sur Paris et New York.

1. voir CLE information n°1

Nous souhaitons vivement que s'établissent entre nous et entre tous ceux qui se lèvent pour la défense du droit des peuples à la vie, une collaboration internationale étroite.

Paris le 29 septembre 1992

Subhi Toma,

président de la coordination.

Campagne de soutien à la CLE Artistes contre l'embargo

Des artistes de renommée internationale ont décidé d'apporter leur aide à la lutte de la coordination en faisant don de tableaux. Leurs œuvres seront exposées puis attribuées par tirage au sort entre les souscripteurs de BONS DE SOUTIEN.

Les bons sont en vente dès maintenant au prix de 50 F. Le tirage aura lieu le 30 janvier 1993.

Outre les œuvres d'art *, de nombreux autres lots seront attribués :

des livres,
100 abonnements à CLE Information,
200 badges « l'embargo tue, le silence aussi ».

N'attendez pas pour vous procurer les bons de soutien et pour les diffuser largement autour de vous.

Adressez vos commandes avec le règlement à :
CLE 14, rue de Nanteuil, Paris 15°.

Pour ouvrir une brèche dans le mur du silence et imposer la levée de l'embargo, il faut des moyens que vous seuls pouvez apporter.
C'EST LE PRIX DE L'INDEPENDANCE !

*œuvres de Claisse, Cruz-Diez, Demarco, Dahnon, F. Freik, Gordillo, Aurélie Nemours, Vasarely...

COURAGE ET DIGNITE

L'ingénieur français Jean Sanchez s'est rendu cet été en Irak. Appareil photo en main, il a essayé de rapporter ce qu'il a vu ou ... ce qu'on lui a montré. Il a posé des questions, il a essayé de comprendre. Ce sont ses impressions qu'il veut nous faire partager :

J'étais de ceux qui sont descendus dans la rue pour crier qu'ils n'étaient pas dupes des véritables enjeux de cette guerre. Je suis parti avec douze Européens répondant à une invitation de la Fédération des femmes irakiennes. Cette fédération joue un rôle important dans les domaines éducatif, culturel, sanitaire, économique et social. Les femmes se sentent totalement mobilisées dans le contexte d'embargo et participent à la reconstruction du pays. Le responsable du plan de reconstruction des voies de communication est une femme. Aujourd'hui les ponts, les centres de télécommunication, les voies de chemin de fer sont reconstruits. La main d'oeuvre est féminine à 30%. 27 députés sont des femmes.

Dans les quartiers et les villages, la Fédération réunit les femmes pour leur apprendre à gérer la pénurie. Elle nous dit : « L'embargo touche les plus faibles : les vieillards, les femmes enceintes, les malades chroniques, les nouveau-nés, les prématurés... Tous ceux qui ont besoin de protéines, de régimes spéciaux, de médicaments, de soins médicaux sont condamnés à mourir à petit feu. »

Nous étions accompagnés par une interprète et encadrés par des représentantes de la Fédération des femmes. Il n'était pas question que nous sortions seuls. Notre séjour coïncidant avec celui des experts de l'ONU dont le bras de fer avec le gouvernement irakien concernait le Ministère de l'Agriculture situé juste à côté de notre hôtel, l'atmosphère était très tendue, et il fut très facile pour nos accompagnatrices d'invoquer des règles de sécurité.

Bagdad. A part des séquelles de la guerre encore évidentes, la ville est nettoyée et reconstruite.

Diwala. Située à 150 kilomètres au nord-est de Bagdad, c'est la « cité des orangers ». Pendant la guerre, près de deux millions de personnes ont fui Bagdad pour s'y réfugier.

Babylone. Visite de l'usine de lait commentée par le Dr Abdul Sattar Khadhum Mohamed : « Nous avons terriblement besoin de cette usine pour assurer la survie des jeunes enfants. Nous travaillons jour et nuit. En septembre, nous pensons avoir remis en état une unité de production, mais cela n'assurera que 2 à 3 % des besoins. Des recherches sont en cours à l'Université pour utiliser des matières premières irakiennes de substitution. »

Dans l'usine de seringues ruinée, il poursuit : « Avant d'être détruite par les bombes US, cette usine exportait des seringues vers le Soudan, l'Arabie Saoudite, les Emirats, la Jordanie, la Turquie, la Tunisie, le Yémen et l'Espagne. »

Au sud, Bassorah a un aspect de désolation totale ; des quartiers entièrement rasés. Des familles entières ont disparu. Les égouts éventrés transforment les rues en bourbiers dans lesquels pataugent les enfants.

Au nord, nous avons visité Mossoul et la ferme de Tal Razaf dont les champs de blé ont été incendiés par les avions américains le 6 juin dernier (32 000 tonnes de céréales détruites).

Hôpitaux : nous avons visité l'hôpital Central des enfants, à Bagdad, la maternité de l'hôpital Al Alwiyan et la maternité et le service de pédiatrie de l'hôpital de Najaf. Tous les médecins et responsables lancent le même SOS : levez l'embargo qui tue chaque jour des enfants !

Religions : à notre demande, nous avons rencontré les responsables des communautés religieuses orthodoxe, catholique, chaldéenne. Elles se disent complètement intégrées à la vie nationale. De nombreuses familles démunies se sont réfugiées dans ces communautés qui leur procurent de petits boulots (garages coopératifs, ateliers de fabrication de vêtements, etc.).

Je voudrait citer des fragments d'interviews
La présidente de la Fédération des femmes irakiennes : « Les résolutions du Conseil de Sécurité sont respectées mais l'embargo continue et des milliers d'enfants meurent. »

Le ministre de la Santé : « La mortalité des enfants a été multipliée par 6,75 : la malnutrition fait des ravages. Nous ne pouvons opérer faute d'anesthésiants, leur fabrication nous est interdite par la Commission de contrôle des Nations unies ! Depuis un an et demi l'UNICEF essaie d'envoyer des médicaments et le Comité des sanctions de l'ONU en empêche la livraison. »

Le ministre du Commerce : « La carte de rationnement, donne droit mensuellement à : 8 kg de farine, 1,25 kg de sucre, 375 g d'huile, 75 g de thé, 1,8 kg de lait pour bébé. Cela n'assure qu'environ 30 % des besoins énergétiques. Le gouvernement subventionne à 90 % cette ration alimentaire qui coûte 2 dinars par personne. Le reste de l'alimentation est acheté au marché libre où les prix sont multipliés par 30 ou 40 : le lait en poudre coûte 25 dinars la livre, le poisson 10 dinars, un oeuf 1 dinar... Des chaussures coûtent de

125 à 175 dinars. Or le salaire mensuel moyen d'un Irakien (pour les privilégiés, qui ont encore un emploi) est de 200 dinars ». L'embargo provoque un chômage massif. L'inflation galopante touche les plus pauvres. De faux dinars en provenance de l'étranger circulent. Le papier manque pour les journaux, les livres, les cahiers d'écoliers. »

Mme Az'har Abdul-Wabab, responsable de la reconstruction : « L'Irakien est laborieux et énergique. Les hommes travaillent jour et nuit. La collaboration est totale entre secteur privé et public. L'armée aide en hommes et en matériel... Les Irakiens découvrent à cette occasion leur propre capacité technologique. Ils reconstruisent en quelques mois ce que des sociétés étrangères avaient mis des années à construire en se faisant payer très cher. »

Je tiens à votre disposition mes notes complètes de voyage et la liste des médicaments nécessaires. Vous pouvez vous les procurer auprès de CLE.

« Nous n'avons rien contre le peuple irakien » a dit Mitterrand. Les généraux américains ont pour leur part déclaré : « Nous allons les ramener à l'âge de pierre ». Ils auraient dû ajouter : « et les y maintenir » car l'embargo se prolonge pour asphyxier et affamer l'Irak.

Un mot de conclusion :

Je voudrais retourner un jour en Irak et me mêler à la population. Le peuple irakien m'a impressionné par son courage et sa dignité. Il ne baisse pas la tête. Il ne tend pas la main, il ne demande pas l'aumône. Il souhaite simplement travailler, manger à sa faim, se soigner quand il est malade et vivre en paix. A mon avis, il est porteur d'un grand espoir pour l'ensemble du monde arabe. Et pour tous le peuple du Tiers Monde...

Jean Sanchez

Mortalité par embargo chez les enfants de 0 à 5 ans

Statistique du ministère irakien de la santé

en 1991 : mortalité multipliée par 3,2
en 1992 : mortalité multipliée par 5
base 100 en 1990

Etude britannique " Sanctions bulletins "

Mai 1992 : mortalité multipliée par 6,67
base 100 en 1989

Ces données mettent en évidence l'accélération alarmante de la mortalité (et a fortiori de la morbidité) en rapport avec la prolongation de l'embargo.

En fait, il semble que les deux statistiques pèchent par défaut, dans la mesure où le calcul est fait par référence à une population numériquement stable. Or on estime à plus de 4 millions sur 18 (soit 27%) le nombre de personnes qui échappent au contrôle de Bagdad (Kurdistan et région des marais). Il conviendrait donc de majorer de 27% les taux indiqués.

La statistique britannique précise la cause du décès. Curieusement, elle ne retient que trois catégories (malnutrition, diarrhées et infections pulmonaires, ignorant entre autres les décès liés à l'absence d'antibiotiques (méningites, septicémie, péritonites, etc.) ou au sous-équipement des centres de réanimation néonatale, alors que la prématurité a progressé fortement.

Soutiennent l'action de la CLE contre l'embargo :

L'Alternative rouge et vert, ASA, le Cercle des socialistes de culture musulmane, la Ligue communiste révolutionnaire, Lutte de classes (MI), le Parti communiste français, le Parti socialiste des travailleurs-immigration, Socialisme et République, les Verts, l'Association pour l'égalité, Apelaf, Appel franco-arabe, l'Association arabe des droits de l'homme, l'Association culturelle des travailleurs immigrés turcs, l'Association France-Panama, l'Association des Marocains en France, l'Association des travailleurs marocains en France, l'Association des Tunisiens de France, le CEDETIM, Chrétiens et Proche-Orient de Grenoble, le Cercle des intellectuels maghrébins, la CIMADE, Citoyennes pour la paix, le Comité de défense des libertés et des droits de l'homme, la Coordination de l'action non violente de l'Arche, Enfants du monde, Expressions maghrébines au féminin, la Fasti, la Gauche socialiste Palaiseau, la Libre pensée, les Humains associés, les Nanas beurs, LDH, la Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, le Mouvement des objecteurs de conscience, PAGS, Pour une initiative de la France, Résistance internationale des femmes à la guerre, SOLIDAM, Syndicat des chercheurs scientifiques FEN, SNES-SUP, Tunisie démocratie maintenant, l'Union des femmes françaises, l'Union générale des étudiants palestiniens, l'Union générale des médecins et pharmaciens palestiniens, Union des travailleurs immigrés tunisiens.

BIBLIOGRAPHIE

- ★ *Rapport d'une mission d'enquête au Sud-Est de la Turquie* in *La Lettre hebdomadaire de la F.I.D.H.*, n° 460, 2 octobre 1991 (10 F).
- ★ *Procès de M. Yavuz Binbay et de 58 autres inculpés devant le Tribunal de sûreté de l'Etat de Diyarbakir (Turquie)*, juillet 92. *Rapport n° 156 de la F.I.D.H. Kurdistan* de M' William Bourdon (50 F) (27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, tél. 43-31-94-95).
- ★ *Guerre du Golfe le dossier secret*, de Pierre Saling'er et Eric Laurent, Editions Olivier Orban, 304 pages.
- ★ *Golfe, clefs pour une guerre annoncée*, d'Alain Gresh et Dominique Vidal, le Monde Edition, 300 pages.
- ★ *Voyage aux sources de la guerre*, d'Alain Joxe, PUF, Paris, 1991, 443 pages.
- ★ *Le Pape contre la guerre du Golfe : Jean-Paul II censuré*, de Jean Toulat, Editions Œil, Paris, 150 pages.
- ★ *La Guerre du Golfe et l'avenir des Arabes*. Diffusion France Edisud.
- ★ *Golfe et Moyen-Orient : les conflits de Bassma Kodmani-Darwish, May Chartouni-Dubarry*, IFRI Dunod, Paris, 1991, 154 pages.
- ★ *Histoire de la crise du Golfe*, de Chapour Haghighat, Complexe, Bruxelles, 1991, 480 pages.
- ★ *Cette guerre qui nous déshonore*, de René Dumont, Le Seuil, mai 1992.
- ★ *Une certaine idée de la République m'amène à...*, de Jean-Pierre chevènement, Albin Michel, Paris, 1992, 304 pages.
- ★ *L'Irak sous le déluge*, de Naïma Lefkir et R. Laffitte, Ed. Hermé-Reportage
- ★ *Attention Médias*, mai 1992, de Michel Collon, 278 pages, 125 F (EPO, 20A, rue Houzeau-de-Lehaie, 1080 Bruxelles).
- ★ *Les Cailloux de la liberté*, poèmes, par Abdallah Baroudi, éditions Afkar, Paris, 1992, 58 F.
- ★ *Empire de la barbarie*, poème d'Alain Castet, la plaquette 20 F, commander à CLE, 14, rue de Nanteuil, 75015 PARIS

CLE information a un seul objectif : être le porte-parole de ceux qui refusent le martyre de tout un peuple et le massacre de ses enfants. Il est un trait d'union entre les personnes et les collectifs qui ne se résignent pas à la résurgence colonialiste.

Son ambition est d'exprimer toutes les sensibilités, de contribuer aux convergences dont naîtra le grand courant d'opinion qui mettra fin à l'indignité.

Indépendant de tous les pouvoirs et puissances d'argent, *CLE Information* ne peut vivre que si vous l'aidez.

Comment ? En vous abonnant, et en abonnant le plus grand nombre possible de vos amis.

En organisant autour de vous un réseau de diffusion. En devenant correspondant du journal : vos lettres, vos articles, vos informations, vos critiques, vos conseils sont précieux.

bulletin d'abonnement

nom : prénom :

Adresse :

.....

Simple : ...100 F

Soutien : ...200 F

(vous recevrez trois exemplaires de chaque numéro à diffuser autour de vous)

bon de commande

Je désire recevoir un envoi groupé de 10 ☐ (80 F), 20 ☐ (150 F), 50 ☐ (360 F) exemplaires de *CLE Information*, accompagné du badge « L'embargo tue, le silence aussi ». (un badge par dix exemplaires)

Ci-joint un chèque libellé à l'ordre de CLE
Adresser à CLE, 14 rue de Nanteuil, 75015 Paris.